



**HAL**  
open science

## ”Fuck le 17!”. Rap français et forces de l’ordre

Emmanuelle Carinos

► **To cite this version:**

Emmanuelle Carinos. ”Fuck le 17!”. Rap français et forces de l’ordre. Arnaud Montas. Droit(s) et hip-hop, mare et martin, 2020, 9782849344545. hal-03383746

**HAL Id: hal-03383746**

**<https://hal.science/hal-03383746>**

Submitted on 18 Oct 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Extrait de Arnaud Montas (dir.), *Droit(s) et Hip-hop*, Ed. Mare & Martin, 2020 (version auteure)

Les relations conflictuelles entre rap et police sont un thème récurrent : Bettina Ghio parle même d'un « registre gendarmicide » – partagé par une certaine tradition littéraire et chansonnière française<sup>1</sup>. D'autres y voient un « code du genre »<sup>2</sup>. Il est cependant rarement examiné sous l'angle du droit alors que ces relations se sont souvent jouées devant les tribunaux.

Dans l'analyse plus générale des relations entre le rap et le droit de la presse par juristes et littéraires, on trouve l'idée d'une « jurisprudence favorable qui en fait une catégorie particulièrement bien protégée »<sup>3</sup>, disposant d'une liberté de création artistique sinon renforcée, du moins « équilibrée » même si « non-libertaire »<sup>4</sup>. Pour preuve, Anna Arzoumanov cite plusieurs arrêts (Sniper en 2005 et OrelSan en 2016) où la spécificité du genre rap<sup>5</sup> constitue un argument en faveur de la relaxe des artistes. Qu'en-est-il concrètement de ce « bouclier juridique », lorsque les rappeurs sont jugés au sein de la 17<sup>e</sup> chambre face aux forces de l'ordre ? Comment la cause policière est-elle défendue face à cette liberté d'expression apparemment renforcée ? Cet article propose d'examiner les procès opposant syndicats de police ou Ministre de l'Intérieur et rappeurs du milieu des années 1990 à la fin des années 2010, d'abord en s'appuyant sur le croisement de plusieurs sources médiatiques, ainsi que textes de loi et décisions de justice, quand celles-ci sont accessibles, afin de nuancer l'idée d'un bouclier juridique automatique. Dans un deuxième temps, il s'arrête sur l'observation *in situ* du procès de Jo le Phéno, condamné en 2017 face à un commissaire et un syndicat de police<sup>6</sup>. L'ethnographie d'une audience en particulier permet de documenter les mécanismes concrets de la pénalisation d'un artiste pour des propos sur la police : notamment, elle révèle le rôle des stratégies de généralisations politiques de part et d'autre du tribunal liées à l'ambiguïté documentaire de l'œuvre.

## I. - Le « bouclier juridique » à l'épreuve des procès engageant rap et police (1995-2019)

Le droit de la presse en général est caractérisé par une certaine technicité. Œuvres et discours sont de fait « protégés » par le délai de prescription (trois mois après publication, sauf exception), l'exigence de précision pour le chef d'inculpation et la citation du discours ou l'œuvre incriminée<sup>7</sup>. Les représentants des

1 B. Gflic, « "Mort aux vaches", "mort aux keufs". Continuités du rap français avec la chanson », *Revue de Fiction française contemporaine*, 2012.

2 ACOUARDIENS, « Rap et police : La police dans le "texte caché" des quartiers populaires », in R. Chekkat, E. Delgado Hecfi (dir.), *Race rebelle : Lutes des quartiers populaires des années 1980 à nos jours*, Syllepse, 2011, p. 91-92.

3 A. Arzoumanov, « Le style peut-il être un bouclier juridique ? Réflexions sur l'argument du style dans les procès contemporains », *Romanic Review*, « Censure et style », 2019.

4 N. Drein, « Le juge et le rap », *Rev. dr. pub.* 2016, n° 5, p. 1377.

5 C.A. Rouen, ch. corr., 14 déc. 2005, n° 2005-297833, CCE 2006, comm. n° 102, obs. A. Lepage : le rap est défini comme « genre musical cultivant et s'appropriant l'insulte, la grossièreté et la violence du mot en les faisant entrer dans la rime » ; v. également C.A. Versailles, 8<sup>e</sup> ch., 18 févr. 2016, affaire Orelsan, n° 15/02687 : style « pouvant être ressenti par certains comme étant un mode d'expression par nature brutal, provocateur, vulgaire voire violent puisqu'il se veut le reflet d'une génération désabusée et révoltée ».

6 T.G.J. Paris, 8 déc. 2017, *Légipresse*, n° 369.

7 Prenant un exemple particulier du droit de la presse, voilà ce que M<sup>e</sup> David Marais, avocat d'un artiste de rap, dit dans un entretien du 29 mars 2018 : « La liberté ne supporte pas de censure, sauf dans des cas très particuliers, donc il faut que le parquet ou la personne qui agit en diffamation, soit précis. Une personne qui agit en diffamation ne peut pas censurer tout un

forces de l'ordre (qu'il s'agisse d'organisations syndicales ou d'hommes politiques) souhaitant faire condamner, et avant cela, mettre en examen des rappers pour leurs propos, se heurtent donc logiquement à un certain nombre de difficultés.

Pourtant, plusieurs recherches croisées sur les bases de données *Europresse*, notamment à partir de la presse régionale, ont permis de recenser une grande partie des procès engageant rappers et police (à condition qu'ils aient fait l'objet d'un minimum de couverture médiatique<sup>8</sup>). On en recense douze, du procès « Suprême NTM » (1995) à aujourd'hui (2019) : NTM donc, Ministère A.M.E.R, La Rumeur, Sniper, Monsieur R, Menaces Verbales, Typikal, Truand 2 la galère, Abdul X, Rémy et Poposte, Jo le Phéno et Reynz. A ces recherches globales se sont ajoutés des coups de sonde plus particularisés sur chaque affaire, afin d'en dégager les principaux plaignants, les chefs d'accusation et l'issue. N'ont pas été comptabilisés les concerts de rap qui finissent par des conflits avec la police, les interdictions de concert sans procès, les tournages de clips qui peuvent conduire à des arrestations de protagonistes (comme à Vélizy en 2017) ni les affaires qui n'aboutissent pas à une audience mais seulement à des communiqués de syndicats de police (tel pour que le titre « 93 Hardcore » de Tandem, ou « La Sédition » performée par 2 Bal 2 Neg en 1997<sup>9</sup>).

Ces affaires sont recensées dans le tableau ci-dessous :

Artiste(s)	Plaignants, parties civiles	Chef d'accusation	Date	Issue
NTM	Syndicats de police et 26 policiers présents lors du concert	«outrage par paroles, gestes ou menaces adressés à une personne chargée d'une mission de service public »	1995-1997	Condamnation
Ministère A.M.E.R	Ministre de l'Intérieur (Jean-Louis Debré) et trois syndicats de police.	« provocation directe au meurtre »	1995-1997	Condamnation
La Rumeur	Ministre de l'Intérieur (Nicolas Sarkozy)	« diffamation envers une institution publique » (« <i>diffamation, atteinte à l'honneur et la considération de la police nationale</i> »)	2002-2010	Relaxe en cassation
Sniper	Ministre de l'Intérieur (Nicolas Sarkozy)	« incitation à blesser et tuer les fonctionnaires de police et représentants de l'État »	2003-2005	Relaxe en appel
	Daniel Mach (député UMP), deux syndicats de	« diffusion de message violent, pornographique ou contraire à la		

journal, tout un livre, tout un article. Il doit être précis sur, exactement, ce qui est diffamatoire. »

8 Un article de presse régionale suffit. Toutefois, il faut que rappeler que je n'ai pas accès aux archives judiciaires (à l'exception de certaines décisions) mais à celles de la presse, ce qui nécessite de recouper plusieurs sources, ne permet pas toujours de distinguer entre plainte simple et plainte constituée en partie civile ni de garantir l'exactitude de la formulation des chefs d'inculpation et n'exclut pas que plusieurs procès existants n'aient jamais été évoqués dans la presse.

9 B. Seigle et E. S., « Le nouveau rap qui fâche », *Le Parisien*, 18 janv. 2005 ; P. Favier « La haine est dans la place. 2 Bal 2 Neg ce soir à Saint-Jean d'Acres », *Sud-Ouest*, 12 juill. 1997.

Monsieur R	police (plainte simple). AGRIF (pour le deuxième chef d'inculpation)	dignité, accessible à un mineur » « injure publique envers un groupe de personnes à raison de leur appartenance à la nation française. »	2005- 2007	Relaxe
Menaces Verbales (Compil' Terre hip-hop)	Ministre de l'Intérieur (De Villepin)	« propos outrageants à l'égard de la police et de l'institution judiciaire », « incitation à commettre des crimes et délits »	2004- 2008	Relaxe après appel
Typikal	syndicats de police	« injures publiques, délit de provocation à la commission d'atteintes volontaires à la vie »	2006	Condamnation
Truand2 la galère	syndicat de police	« incitation à la violence sur personne dépositaire de l'autorité publique »	2011	Relaxe
Abdul X	Ministre de l'Intérieur (Brice Hortefeux)	« provocation à s'armer contre l'autorité de l'État », « apologie de crime » et « injure publique envers une administration ».	2011	Condamnation (pour un seul des chefs d'accusation)
Lapooass		menaces de mort, outrage et diffamation	2012	Condamnation 2 mois de prison ferme (1500e d'amende ?)
Madbooz (collectif de trois rappers de Lille)	Policier nommé, partie civile pour le policier et son épouse, Me David Liétaert	Outrage, menace de mort	2013	4 mois de prison avec sursis
Rémy et Poposte	syndicat de police et préfet	« provocation publique à la commission de crimes ou délits contre les personnes, apologie publique de crimes ou délits contre les personnes et injures publiques envers des personnes dépositaires de l'autorité publique »	2015- 2016	Condamnation (peine alourdie en appel)
Jo le Phéno	Syndicats de police, Ministre de l'Intérieur	« incitation à la violence », « provocation à des atteintes	2017	Condamnation

	(Bernard Cazeneuve), Commissaire du 20 <sup>e</sup>	volontaires à la vie », « expression outrageante envers la police nationale »		
Reynz	Gendarmerie nationale <sup>10</sup>	« outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique »	2019	Relaxe

Au regard de cet ensemble, l'idée d'un « bouclier juridique » du rap est-il vérifiable ?

Premièrement, la moitié de ces affaires se terminent par des condamnations. Concernant les relaxes, celles-ci ont lieu après des procès éreintants, le cas extrême étant celui de La Rumeur, où l'Etat s'est deux fois pourvu en cassation, une première dans l'histoire du droit de la presse selon l'avocat du groupe, M<sup>e</sup> Dominique Tricaud. La majorité des procès se soldent soit par des condamnations en première instance soit par une relaxe non définitive car suivie a minima d'un appel.

Deuxième élément : pour plusieurs des relaxes, l'argument central concerne davantage une subtilité du droit de la presse plus qu'un jugement sur le fond ou la nature du genre musical. Par exemple, le rappeur de Truand 2 La Galère est relaxé en raison du dépassement du délai de prescription ; la relaxe de La Rumeur est justifiée juridiquement en raison de l'imprécision du chef d'accusation (injure et non diffamation). La plainte d'un député UMP contre Monsieur R, contournant le délai de prescription en ayant recours à la clause de « diffusion de message violent ou pornographique susceptible d'être vu et entendu par des mineurs », est jugé irrecevable (sa qualité d'élue ne lui permet pas de se constituer partie civile pour une affaire qui ne concerne pas ses intérêts personnels, étant donné qu'il n'est plus parent d'enfants mineurs)<sup>11</sup>. Le bouclier juridique lié à la spécificité du genre n'a donc rien d'automatique lorsqu'il s'agit d'un procès engageant la police, et ce alors même que la mobilisation d'un « registre gendarmicide » propre au rap aurait pu jouer dans ces relaxes.

De plus, la procédure judiciaire et sa médiatisation octroient aux parties civiles (syndicats de police et/ou Ministre de l'Intérieur) un pouvoir de nuisance (psychologique, économique) sur les artistes qui se traduit de fait par des entraves à l'exercice de leur art : la pénalisation du rap ne se mesure pas qu'à l'issue des procès, mais aussi à la possibilité-même qu'ils aient lieu et aux conséquences concrètes qu'une procédure juridique de plus ou moins long court peut avoir sur les artistes. Une approche sociologique du droit permet justement de montrer que les conséquences d'un procès ne se limitent pas à l'arène judiciaire, encore moins à sa seule issue. Or un éventuel bouclier juridique ne protège pas de ce type de condamnation « infra-judiciaire ». La Rumeur ne sort pas d'album jusqu'en 2012. Ils parlent d'une « double censure » pendant la période du procès, celle du Ministère de l'Intérieur et celle de Skyrock, radio impliquée dans l'affaire. Ils doivent alors contourner le

<sup>10</sup> Pour ce dernier cas, la source vient du rappeur lui-même, contacté sur Facebook, car les parties civiles engagées n'étaient pas notifiées dans la presse. Le terme « maréchaussée » désigne effectivement la gendarmerie historique

<sup>11</sup> M. Kossous « Les poursuites contre le rappeur Monsieur R, jugées irrecevables », Le Monde, 28 juin 2006.

« monopole Skyrock » en mobilisant des réseaux extérieurs au rap<sup>12</sup>. Sniper voit plusieurs concerts annulés ou reportés<sup>13</sup>. Dans le cas de Jo le Phéno, cette condamnation infra-judiciaire prend la forme violente de contrôles policiers volontairement renforcés et de commentaires racistes d'agents du 20<sup>e</sup> arrondissement à son sujet<sup>14</sup> dès que les plaintes deviennent publiques.

En somme, il semble que l'affirmation selon laquelle le rap dispose d'un traitement particulièrement permissif au vu du nombre de relaxes définitives et de la mention ponctuelle et non systématique d'une spécificité du genre musical, est à nuancer, tant du point de vue du nombre des condamnations en première instance, du motif des relaxes en dernière instance que de celui des conséquences concrètes que la procédure judiciaire produit sur les artistes.

## II- NTM, Ministère A.M.E.R, La Rumeur : le contournement de la prescription et de la liberté artistique par des allers-retours au sein et hors du cadre chansonnier

Anthony Pecqueux situe la « première rencontre entre le rap hardcore et la société française »<sup>15</sup> au milieu des années 1990, avec l'affaire NTM<sup>16</sup>. Le 14 juillet 1995, lors d'un concert à la Seyne-sur-mer organisé par SOS Racisme contre l'élection d'un maire Front National, c'est en préambule du titre « Police », que Joey Starr aurait désigné les agents de police présents en tenant des propos comparant la police aux « fachos » et en déclarant leur « pisser dessus ». En novembre 1996, la cour d'appel condamne le groupe à une peine considérée par certains comme disproportionnée voire « extravagante »<sup>17</sup> : le groupe fait appel. Le substitut du procureur demande alors de réduire la peine à une amende de 50 000 francs pour chacun des deux artistes. La cour d'appel d'Aix ne suit pas son avis et opte pour deux mois de prison avec sursis et 25 000 francs d'amende chacun. Cette décision a lieu alors que Jean-Pierre Chevènement est nommé Ministre de l'Intérieur au début du mois (le 4 juin), et huit jours après que le duo ait signé son retour sur scène, avec, selon des communiqués de presse de deux syndicats de police engageant explicitement le nouveau Ministre à réagir, des propos insultant à nouveau la police (et le FN, motif de leur invitation au concert de Toulon)<sup>18</sup>.

La première condamnation du rap pour ses paroles s'opère donc dans un contexte singulier : la désignation déictique des policiers tend à diluer la distance impliquée par le cadre chansonnier ou la performance

12 *Propos de Ekoué et Hané lors d'une conférence tenue au théâtre du Rend-Point le 8 février 2019 intitulée « La Rumeur : 10 ans de procès ». En ligne : [https://www.theatredurendpoint.fr/spectacle/la\\_rumeur/](https://www.theatredurendpoint.fr/spectacle/la_rumeur/)*

13 C. Forcari, « Chanson rap : Sarkozy dans les pas d'un mauvais cheval », 10 nov. 2003 ; *Le Télégramme* évoque même de « plus de 200 annulations » in « Sniper dans le mille... mais à blanc », *Le Télégramme*, 10 avril 2004.

14 *Il témoigne lors de l'audience* : « Juste après le clip « Bavure », je me fais contrôler pour stupéfiant. Et c'est vrai que j'avais un joint, même pas sur moi. Les policiers m'ont contrôlé et mis au commissariat, et une fois au commissariat, l'agent appelle l'O.P.F. et dit "cui j'ai quelqu'un pour conduite sous stupéfiant, et pour information c'est Monsieur Jo le Phéno." Pourquoi il précise ça ? » Puis : « des policiers venaient dire aux petits : "il est où Jo le Phéno en va lui faire manger des bananes (...)" S'il est pas content d'être ici, qu'il se casse ».

15 A. Pecqueux, *La politique incarnée du rap. Socio-anthropologie de la communication et de l'appropriation chansonniers*, thèse EHESS, 2003, spéc. p. 52-53.

16 *T.G.J. Toulon*, 14 nov. 1996, *M.P.* et *F.A.S.P.* et autres *C. B. Lopes* et *D. Morville*, n° P95014235, cit. F. Gras, in « Rap et liberté d'expression », *Légipresse* n° 144, 1997, *J.F.*, p. 103.

17 G. Renault, « Prison avec sursis pour NTM », *Libération*, 24 juin 1997.

18 *Ibid.*

scénique. Quasi simultanément, le groupe Ministère A.M.E.R est poursuivi en justice par le Ministère de l'Intérieur pour des motifs semblables : « provocation au meurtre de policier », notamment pour ses propos tenus lors de l'émission *Ça se discute* sur France 2, le 20 juin 1995 à l'occasion de la sortie de leur album *95200*<sup>19</sup>. Kenzy, leur manager, écope de deux autres condamnations pour des propos tenus dans le cadre d'interviews données aux magazines *Rock & Folk* et *Entrevue* la même année. Là encore, le choix du cadre dans lequel les propos sont incriminés opère un pas de côté vis-à-vis du cadre chansonnier : il s'agit de condamnations pour un discours tenu dans le cadre d'interviews et « hors de la scène », précise le président du tribunal. En 1992, Charles Pasqua, alors Ministre de l'Intérieur, avait en effet essayé d'interdire leur album *Pourquoi tant de haine*, notamment pour la chanson « Brigitte femme de flic »<sup>20</sup>, sans succès, en raison du délai de prescription. Dans les deux cas, ce n'est pas la spécificité du genre rap qui joue contre la condamnation.

Qu'en est-il pour les affaires des années 2000 ? Concernant La Rumeur, l'un des membres, Hamé, est poursuivi là-aussi par le Ministre de l'Intérieur (Nicolas Sarkozy<sup>21</sup>) dès 2002 pour « diffamation contre une administration publique », en l'occurrence la police nationale. A nouveau, le rappeur est mis en examen pour des propos tenus « à côté » de sa pratique chansonniers, contenus dans un pamphlet intitulé « L'insécurité sous la plume d'un barbare »<sup>22</sup> publié dans un fanzine conçu par le groupe. L'une des trois phrases incriminées est la suivante : « Les rapports du Ministère de l'Intérieur ne feront jamais état des centaines de nos frères abattus par les forces de police sans qu'aucun des assassins n'ait été inquiété ». Si Ministre de l'Intérieur et police sont tous deux mentionnés, contrairement aux affaires NTM et Ministère A.M.E.R, il n'y a pas de mention d'actes violents exercés contre les forces de l'ordre (« leur pisser dessus » pour NTM, « les écraser en voiture » pour Kenzy). Diffamation donc, et non injure : c'est cette distinction qui, *in fine*, entraîne la relaxe du rappeur, le tribunal jugeant que les propos incriminés relevaient davantage de l'injure. Comme le note Karim Hammou dans un billet de blog consacré à l'affaire, lors du procès, le rap est de plus en plus présent au sein des débats même si la plainte concerne à l'origine des propos tenus dans un autre cadre<sup>23</sup> ; la cour d'appel de Versailles situe son texte dans le genre du pamphlet « en tenant compte de la spécificité du mode d'expression lié à la musique RAP et de la nécessaire radicalité des termes employés par ces artistes ». Dans ce dernier cas, la spécificité du genre rap est certes évoquée dans la décision de relaxe, mais pour nuancer l'aspect condamnable de l'injure ; or Hamé est relaxé du chef d'accusation de diffamation. On peut imaginer que dans un procès où il aurait été accusé d'injure<sup>24</sup>, il soit relaxé avec une prise en compte de la « radicalité »

19 D. Dufresnes, « Ministère A.M.E.R. Le rap mis à l'amende », *Libération*, 15 nov. 1997.

20 V. <http://www.abcdrdusen.com/articles/ministere-amer-anniversaire-95200/>; F. Johannes, « Ministère de l'Intérieur contre Ministère A.M.E.R », *Libération*, 31 août 1995.

21 J. Blondeau, « La Rumeur, « au-delà de l'acharnement » », *Le Monde Diplomatique*, 30 sept. 2008.

22 En ligne : <http://msi.net/Insecurite-sous-la-plume-d-un-barbare>

23 « La juge rapporteur interroge ainsi Hamé : « Les paroles de vos chansons correspondent-elles à ce que vous avez écrit dans l'article ? » avant de fendre la question des paroles de chansons et des textes du magazine dans une même problématique soupçonneuse : « Vous vous posez quand même bien la question du destinataire de vos textes ? », cit. K. Hammou, « Quand la rumeur peint les violences policières », *Carnet de recherche Sur un rap*, en ligne : <https://surunrap.hypotheses.org/1452>

24 À considérer que la reconnaissance du potentiel injurieux dans la phrase citée ne soit pas liée à un ménagement des forces de police de la part du juge (v. M. Sennette, « Des manières critiques de faire du rap : pratiques artistiques, pratiques politiques : contribution à une sociologie de l'engagement des artistes », thèse Univ. Sorbonne-Neuve, 2013, spéc. p. 510 s.

du genre rap (et même là, il aurait été possible que celle du pamphlet suffise) : tels que les faits se sont produits, il est relaxé parce que les faits cités sont trop peu précis pour être diffamatoires.

La pénalisation des rappeurs dès les années 1990 se construit donc par des allers-retours entre deux types de paroles publiques, dans le cadre chansonnier et hors du cadre chansonnier. On peut considérer que ces allers-retours sont un premier moyen de contourner la liberté d'expression en pointant deux choses : le fait qu'il ne s'agisse pas de propos isolés, ni le discours d'un protagoniste fictionnel.

### III- Années 2000 : criminalisation politique, grandissement de la cause policière.

Pour ce qui est des autres affaires émaillant les années 2000, elles surviennent dans un contexte politique singulier, celui d'une « dynamique sarkozyste plus large de criminalisation des chansons de rap »<sup>25</sup>. Une manière de dépasser l'apparence corporatiste de la plainte en tant qu'elle est déposée par des syndicats représentant un corps – ici les forces de l'ordre, police et gendarmerie – consiste à en appeler à des principes de justice supérieurs au sein de l'arène publique. Cela passe notamment par le recours à des alliés dans l'arène politique, dont les plus évidents sont les Ministres de l'Intérieur constitués parties civiles dans la majorité des procès qui engagent les forces de l'ordre contre le rap. Leur présence politise et accroît de fait la visibilité médiatique des affaires : quand un Ministre est impliqué, ou commente seulement l'affaire, celle-ci fait l'objet d'articles dans la presse nationale, ce qui n'est pas forcément – ou moins – le cas pour des affaires où seules les forces de l'ordre sont parties civiles<sup>26</sup>. La première stratégie de généralisation opérée dans le cadre de ces procès consiste en l'alliance des syndicats policiers avec les Ministres de l'Intérieur (que ceux-ci se constituent partie civile ou qu'ils produisent seulement un signalement), incarnant « l'intérêt général » et garantissant une certaine couverture médiatique. Même dans les cas où seul le Ministre s'est porté partie civile, il arrive qu'il soit alerté par des organisations de police : c'est le cas du procès Sniper, où Nicolas Sarkozy est prévenu par un courrier de FO Police (et la LICRA selon ses dires, notamment pour contrer les accusations de lobbying de l'extrême-droite, notamment du Bloc Identitaire<sup>27</sup>) ; du titre « Tirez sur les keufs » d'Abdul X qui arrive aux oreilles du Ministre avec le travail de veille du « blog police », un groupe Facebook sur lequel des policiers communiquent entre eux<sup>28</sup>. Cette configuration d'alliance entre l'Intérieur et les organisations de police, souvent situées à droite ou à l'extrême droite<sup>29</sup> de l'échiquier politique<sup>30</sup>, se retrouve à gauche pour celui de Jo

25 K. Hammeu, « Quand la rumeur peint les violences policières », op. cit.

26 C'est le cas pour Reynz, la relaxe du rappeur de Truand 2 la galère, Typikal. Contrairement à ce que l'on peut parfois lire, le groupe Truand 2 la galère ne va pas en procès pour « 40 Meufs », le titre commenté par le Ministre de la Culture de l'époque, Frédéric Mitterand en 2009. Ce titre conduit à un simple communiqué de presse d'un syndicat de policiers municipaux (SNPM). C'est en 2011, avec « Ekip 2 nuit », que le groupe est poursuivi ; un autre syndicat de police se constituera partie civile. Ce procès toutefois ne fait l'objet que d'une faible couverture médiatique (un article de la presse régionale bordelaise car le rappeur Elias est originaire de la ville), a fortiori parce qu'il est relaxé.

27 L. Mouloud, « Affaire Sniper, la mauvaise cible de Sarkozy ? », op. cit.

28 J.-M. Décaugis, C. Labbé et S. Favennec, « Le rappeur Abdul X doit comparaître devant le tribunal le 12 octobre », Le Point, 24 sept. 2010.

29 L'extrême-droite et la droite font particulièrement alliance lors du procès Sniper : en ce sens, v. M. Sennette, « Des manières critiques de faire du rap : pratiques artistiques, pratiques politiques : contribution à une sociologie de l'engagement des artistes », loc. cit., spéc. p. 510 s.

30 À l'exception du procès NPM, où le syndicat policier engagé (le FASP) est davantage « à gauche ». Lors de la démission de son secrétaire général à l'origine du procès, le secrétaire général de la FASP Pyrénées-Atlantiques aura des propos plus nuancés au sujet de la première condamnation de NPM : « Certes, il fallait marquer le coup. Mais en aucun cas prononcer une peine aussi lourde, car c'est renier leur droit d'expression et, à travers eux, celui d'une certaine jeunesse ». (Interview donnée à Sud-Ouest, 19 nov. 1998). La FASP, si elle s'est effectivement constituée partie civile dans le procès NPM, refusera d'appeler à manifester aux côtés de Droit et Sécurité (association comptant policiers, élus et magistrats de droite) et



le Phéno. En 2017, le Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, est issu d'un gouvernement socialiste ; le syndicat de police qui porte plainte à ses côtés a rejoint la CFDT en 2014, une confédération syndicale plutôt classée à gauche : le Syndicat des Cadres de la Sécurité Intérieure<sup>31</sup>. Elle dépasse donc les clivages politiques. Karim Hammou suggère qu'une socio-histoire de l'État pourrait renseigner sur le contexte dans lequel ces affaires ont lieu : il cite Fabien Jobard, sociologue spécialiste de la police, qui les considère comme symptômes d'un tournant « néo-corporatiste » de la gestion étatique, « qui veut qu'un ministre, surtout nouveau venu, donne des gages à ses fonctionnaires ; or, des syndicats de police sont demandeurs de plaintes à l'encontre de propos qu'ils jugent insultants ou diffamants, notamment venant de groupes de rap »<sup>32</sup>. Les communiqués de presse ou lettres de syndicats de police s'adressant directement au Ministre de l'Intérieur irait dans ce sens<sup>33</sup>.

Ensuite, notons dans les années 2000, qu'aux procès qui émaillent la période font écho deux tentatives de criminalisation parlementaire du rap tissant un lien entre violence verbale envers les forces de l'ordre et problématiques de société plus larges faisant écho à l'agenda politique de la droite à cette période.

D'abord, en novembre 2005, un nombre conséquent de députés et sénateurs de droite demandent dans une lettre au Ministre de la Justice d'engager des poursuites contre sept groupes de rap ou rappers<sup>34</sup>. Puis au printemps 2006 la proposition de loi signée par 91 députés, essentiellement UMP (quelques UDI), vise, dans le contexte récent des émeutes de 2005 à « renforcer le contrôle des provocations à la discrimination, à la haine ou à la violence » en visant expressément et exclusivement le rap. François Grosdidier, député à l'origine de cette proposition de loi, suggère notamment d'ajouter à l'article 23 de la loi de 1881 sur la liberté de la presse la phrase : « L'éventuelle forme artistique ou musicale de ce type d'action ne saurait exonérer ni atténuer la responsabilité de son auteur ou de ses auteurs » comme pour contrer explicitement un éventuel « bouclier juridique » accordé au rap. Les ressorts argumentatifs employés par le député Grosdidier dans la proposition de loi reflètent, dans la sphère parlementaire, ceux utilisés par les plaignants dans la sphère juridique pendant les procès de rappers. Il s'agit de mettre en équivalence une « haine de la France », un « racisme anti-blanc », de l'« antisémitisme », dépeint comme une conséquence de ce « racisme anti-blanc et anti-occidental »<sup>35</sup>, avec l'incitation à la violence envers les forces de l'ordre<sup>36</sup>, et de les lier à des faits réels (autour des révoltes de 2005). Ainsi selon les auteurs de la proposition de loi, au sein du premier clip dénoncé, celui de « FranSSe » du rappeur Monsieur R, « l'autorité Française est représentée par "Monsieur R" en

---

*Alliance en novembre 1996 en soutien aux forces de l'ordre suite à l'agression d'une femme de policier et de la « publicité faite à l'affaire NFM » (« Un millier de personnes défilent en soutien aux policiers », Le Monde, 28 nov. 1996). On observe donc une relative hétérogénéité dans les positions des syndicats de police vis-à-vis des affaires relatives à la liberté d'expression des rappers, notamment quand elles engagent des personnalités politiques.*

31 <https://www.scsi-pn.fr/archives/3930>. Le fait qu'il s'agisse d'un syndicat de cadres s'explique par l'auteur de la troisième plainte, portée par le commissaire de police du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, reconnaissable dans le clip incriminé.

32 K. Hammou, « Quand la rue nous pointe les violences policières », op. cit.

33 C'est le cas par exemple pour Nicolas Sarkozy et le syndicat SGP-FO (dépêche AFP, 4 nov. 2003).

34 M. Kessous, « Des parlementaires réclament des poursuites contre des rappers », Le Monde, 24 nov. 2005.

35 Cette idée est déduite des paroles : « Je suis d'humeur palestinienne » de Beoba (Lunatic), les auteurs allant jusqu'à définir les juifs comme des « supers-blancs » dans ce qu'ils dépeignent comme une idéologie « racialisant la lutte des classes » attribuée aux artistes.

36 Toutes les citations proviennent du texte de la proposition de loi n° 2957 tendant à renforcer le contrôle des provocations à la discrimination, à la haine ou à la violence, déposée le 14 mars 2006.

gendarme ridiculisé ». Si les deux chefs d'accusation ne concernent pas les forces de l'ordre, deux syndicats de police déposent une plainte simple contre le rappeur. 113, autre groupe incriminé voit un extrait de leur titre « Face à la police » (composé à partir de phases éparées) commenté en fonction des cibles identifiées (la France et les policiers). Le lien synecdotique entre la France fustigée par les protagonistes du titre et les forces de police est accentué par la juxtaposition de paroles qui, dans la chanson originelle, ne se suivent pas, et se voit interprété non pas dans une définition restrictive de la « France » (dénoncée dans sa gestion raciste, violente des quartiers populaires par exemple) mais dans un sens extensif : selon les députés, ce ne sont pas uniquement les policiers violents que les rappeurs de 113 déclarent ici détester, c'est la France et par France, il s'agirait des « citoyens » français. La « spécificité du rap » est dans le cas de ces tentatives de criminalisation parlementaire non pas brandie comme bouclier mais comme circonstance aggravante : les commentaires politiques du milieu des années 2000 tendent à lier injures à la police avec une « idéologie » homogène plus globale qui serait propre au genre et surtout susceptible de grandir la cause policière en suscitant une indignation plus large.

Deuxième élément : à l'argument de la liberté d'expression, ces initiatives parlementaires répondent par le recours au contexte du moment. Le rap devient « coupable idéal »<sup>37</sup> des révoltes des banlieues populaires en 2005 : il faut condamner ces chansons parce qu'elles ont des conséquences sur la réalité.

C'est là où l'ethnographie du procès permet de documenter plus précisément ces stratégies de grandissement et de dramatisation de la cause policière au sein du tribunal. C'est le cas lors du procès de Jo le Phéno, où la rhétorique des avocats des parties civiles consiste à faire glisser une critique injurieuse de la police contenue dans une chanson à des discours terroristes et des faits réels de violence envers la police.

#### IV- « Spécificité du rap » ou « fiction du réel » ?

Dans le cas du procès de Jo le Phéno, le « bouclier juridique » du style est seulement brandi par l'avocat de la défense dans sa plaidoirie. « Jo rappe depuis ses 13 ans, c'est pas des comptines : il ne peut pas raconter la dureté de la rue, des bavures policières comme dans le sixième arrondissement (...) Il le raconte comme un rappeur, avec des métaphores de rappeur ». Au contraire, dans le réquisitoire de l'avocat de M. Tremblay (commissaire du 20<sup>e</sup> arrondissement), la spécificité du rap apparaît non comme un bouclier juridique, mais l'inverse : une circonstance aggravante. Il déclare : « Le rap nous déroute, soit. Ma grand-mère détestait Brassens, mon père nous a fait aimer Brassens. Mon père n'aimait pas Renaud, j'ai fait aimer Renaud à mes enfants. Mes enfants me demandent « et le rap » ? Je leur réponds que je n'aime pas le rap parce qu'il me ramène à un contexte effrayant et communautaire. Si vous êtes différents, ou si vous n'appartenez pas à mon clan, vous êtes des skins ». De cette manière, il invalide la filiation avec des chanteurs patrimonialisés

<sup>37</sup> M. Donnetto, « C'est-ce qu'on attend pour feutre le feu : prédiction ou prédication ? Le rap sur le banc des accusés », in J.-M. Lachaud et O. Neveux, *Une esthétique de l'outrage ?*, L'Harmattan, 2012, spéc. p. 273-284.

caractérisés par leur « registre gendarmicide », mobilisée quant à elle par Maître Saïd Harir (dont la plaidoirie arrive, comme c'est l'usage, après). Au sein de l'espace concret de l'audience, l'argument de la particularité du genre peut donc servir à la défense comme à l'accusation, de bouclier comme d'épée.

Qu'en est-il des stratégies de grandissement au contexte ? Alors que Jo Le Phéno, dès la première question du tribunal, revendique l'aspect fictionnel de son cadre chansonnier, la fiction n'est pas mobilisée par son avocat, qui préfère plutôt plaider le droit à condamner avec outrance des faits réels (les « bavures policières »). On a vu que les liens entre Ministère de l'Intérieur et représentants des forces de police amenaient à une certaine médiatisation des procès, et à leur ancrage dans le contexte politique du moment. L'artiste publie « Bavure » dans un contexte double : celui des violences policières (l'affaire Adama Traoré débutant à l'été 2016, celle de Théo Luhaka en février 2017) et à long terme celui du terrorisme, qui accorde une nouvelle forme de visibilité aux agressions contre des policiers. A très court terme, le contexte est aussi celui du procès du « Quai de Valmy », pointant cette fois les violences des manifestations dans la foulée du mouvement social du printemps 2016 contre la « loi travail » - et dont l'une des images de voiture de police brûlée est insérée dans le clip – qui termine au même endroit (TGI de Paris) une heure avant la première convocation de Jo, le 27 septembre. Le procès est reporté sur demande de son avocat, le président rappelant, devant les protestations du procureur, que la dernière fois le procès avait été reporté sur demande des parties civiles – il devait avoir lieu à l'hiver 2017, en pleine affaire Théo, contexte jugé par un certain nombre d'acteurs comme défavorables aux forces de l'ordre. Dès le moment où il faut déterminer la date de l'audience, le contexte politique réel semble pris en compte.

Lorsque celle-ci a finalement lieu, toute une lutte a cours pour la définition du contexte dans lequel le clip émerge : est-ce celui des violences policières ou celui des violences sur les policiers ? « Moi-aussi ils ont assassiné beaucoup de mes frères » paraphrase le procureur. C'est pourquoi le procès de Valmy, les événements de Viry Châtillon (où quatre policiers furent grièvement brûlés) ou le meurtre d'un policier par les frères Kouachi en 2015 sont mobilisés par les parties civiles ; à l'inverse la défense insiste sur la présence au début de « Bavure » d'une fresque en hommage à Lamine Dieng (décédé en 2007 suite à une interpellation de police dans le quartier où le clip est tourné) et de la parution première du clip quelques semaines après la mort d'Adama Traoré. La montée en généralité n'est pas que le fait du procureur, dont c'est souvent le propre en tant que représentant de l'État<sup>38</sup>. La figure du terroriste est citée sept fois pendant l'audience. Dans son communiqué de presse, le SCSi-CFDT indique avoir déposé plainte « au nom de tous les policiers, cibles prioritaires des terroristes, victimes de violences et d'agressions quotidiennes »<sup>39</sup>. En effet, un des avocats des parties civiles compare à peine implicitement « Bavure » à des prêches djihadistes : à propos du mot « guerre » dans la chanson, il dit qu'elle lui rappelle « un discours communautaire qui rejoint certaines personnes dans les cités qui pensent que la solution est de se radicaliser et de faire la guerre ». De son côté l'avocat de la

<sup>38</sup> Idée confirmée par David Marais lors de l'entretien (précité) du 29 mars 2018.

<sup>39</sup> Communiqué de presse, 11 déc. 2017 : <https://www.scsi-pm.fr/archives/3930>

défense débute d'emblée sa plaidoirie par la référence à Lamine Dieng, aux rapports de l'ONU sur les violences policières en France, justifiant qu'un artiste réagisse et en parle. Un réseau de cause à effet est donc implicitement ou explicitement tissé entre un discours tenu dans le cadre chansonnier et des actes – ou d'autres discours – violents : voitures de police brûlées, meurtre de policier, terrorisme ou violences policières. « Bavure » est un discours d'incitation aux violences sur les policiers du côté des parties civiles et un discours de réaction aux violences policières du côté de la défense. Dans les deux cas, la question de la fiction émerge donc de manière très secondaire lors de l'audience, des deux côtés de la barre.

En effet, le fait de revendiquer l'œuvre comme témoignage (diffamatoire, injurieux et incitant à la violence pour les uns, engagé pour les autres) se justifie autant pour défendre le contenu politique de son propos que pour faire tomber le « bouclier juridique » du style outrancier, injurieux du rap. Faire condamner l'œuvre en lui ôtant sa puissance de distanciation fictionnelle est aussi un parti-pris esthétique revendiqué : le réalisme. Comment concilier un droit à la distanciation fictionnelle avec un style réaliste, percutant, et une revendication politique qui elle, s'applique à un monde qui n'a rien de fictionnel ? Il semble que le cas de Jo Le Phéno entre dans la catégorie de « fiction du réel » qu'Anna Arzoumanov définit comme un « genre où le créateur revendique à la fois un ancrage fort dans la réalité en s'appuyant sur une affaire qui a eu lieu et le recours à l'imaginaire et à des personnages chargés de représenter des personnes réelles »<sup>40</sup>. Celui-ci n'a rien de spécifique au genre rap (il concerne l'autofiction littéraire, les productions audiovisuelles portant sur une personnalité connue). La loi juge via la « méthode de l'identification », c'est-à-dire qu'elle autorise à la fiction le droit de s'inspirer du réel tant qu'il n'est pas reconnaissable. Or, on identifie dans le clip de « Bavure » le commissaire du 20<sup>e</sup> arrondissement et la voiture brûlée quai de Valmy. Ce lien avec la réalité, défendu par le rappeur à la fois comme stratégie esthétique et comme fond politique (confusion apparente qui reviendra plusieurs fois dans des procès de rappeurs<sup>41</sup>) est au contraire utilisé de l'autre côté de la barre uniquement comme moyen de nier la dimension artistique de l'œuvre incriminée, d'ôter aux expressions employées toute dimension métaphorique (comme le prouvent les débats autour du sens propre et figuré de certains termes). Le bouclier juridique du genre n'opère pas lorsque les cibles et le contexte sont clairement identifiés. Cette « prosaïsation » de l'œuvre, le fait de la ramener à un témoignage de réalités et non à des stratégies esthétiques, constitue un ressort central de la pénalisation juridique du rap dans son rapport à la police. Il n'est pas sans lien avec l'assignation du rappeur aux « nouvelles classes dangereuses » : la jeunesse masculine, populaire, non-blanche, urbaine, dont les rapports avec la police constituent un « problème public à part entière »<sup>42</sup>.

---

40 A. Arzoumanov, « La fiction objet de droit. Réflexions sur une catégorie juridique émergente en droit de la presse », in C. Baren et L. Ellena (dir.), *La fiction éclaire-t-elle les savoirs ?*, La Licorne, 2018.

41 Dans l'éthnographie réalisée de l'audience de Nick Conrad, rappeur condamné en 2019, le procureur souligne ce qu'il perçoit comme une contradiction chez l'artiste et qui sera déterminant dans son refus de la relaxe : la revendication du droit à la fictionnalité en raison du caractère artistique de son œuvre en même temps que celle d'un témoignage réel d'un vécu (« Il nous dit lui-même qu'il parle d'un vécu personnel »).

42 F. Lebard, « Police et Jeunesse », *Idées économiques et sociales*, 2015/3 (n° 181), p. 40.

En somme, le « bouclier juridique » du rap parfois perceptible dans certains arrêts ne semble pas fonctionner comme bouclier plus large dans l'espace social en général. La pénalisation juridique du rap est tributaire des représentations stigmatisantes qui ont cours à son sujet au sein de la société française (violence, premier degré, « anti-étatisme », *etc*). Certes, le « registre gendarmicide » du genre fait que les injures à la police sont récurrentes et que seuls quelques titres parviennent jusqu'à l'arène judiciaire. Mais le fait-même qu'ils y parviennent, et que dans la quasi-totalité des cas, le procès n'aboutisse pas à une relaxe définitive en première instance, témoigne des « ruses » de la raison policière pour faire valoir ses droits contre ceux de la liberté d'expression et éventuellement, aussi contre ce « bouclier juridique ». Parmi ces techniques, on semble trouver la confusion des propos hors et au sein du cadre chansonnier qui permet d'attaquer les artistes sans directement attaquer l'œuvre ; une criminalisation politique du rap particulièrement au milieu des années 2000 élargissant la cause policière à des problématiques plus larges ; enfin, des stratégies de généralisation associées à l'exploitation de l'ambiguïté documentaire du style revendiquée par certains artistes comme Jo le Phéno, le privant de fait de sa légitimité artistique et politique.